

APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION: FAITS SAILLANTS ET TENDANCES MAJEURES

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En avril 2025, le contexte sécuritaire a été marqué par un calme relativement précaire et fragile dans plusieurs localités de la région par rapport au mois précédent. Cette situation pourrait expliquer également la baisse des allégations de violations de droits et d'abus. Néanmoins, on note la poursuite des affrontements armés, qui ont abouti à d'importants mouvements de populations et des incidents de protection.

Territoire de Nyiragongo et la ville de Goma:

- Légère baisse des incidents liés à la criminalité par rapport au mois précédent.
- On note cependant, la poursuite de violents affrontements signalés dans la nuit du 11 au 12 avril dans la périphérie de la ville de Goma. Ces affrontements se seraient étendus vers le parc national des Virunga, dans le territoire de Nyiragongo.

Territoire de Masisi:

- Poursuite de combats intermittents entre l'AFC/M23 et groupes armés notamment le long de la route entre Nyabiondo et Kashebere et dans la zone de santé de Masisi et Mweso, après des attaques simultanées des Wazalendo notamment à Kilambo et à Mbui.
- Des déplacements de plusieurs centaines de personnes vers la cité de Mweso, les localités de Lwibo, Bikunche, Muroba et de Mafuo en groupement Bayungu, ont été notés suite à ces attaques.

Territoire de Rutshuru:

- Poursuite des combats intermittentes entre l'AFC/M23 et groupes armés dans plusieurs villages environnants la cité de Tongo dans la zone de santé de Bambo et sur l'axe Kirima-Bwalanda dans la zone de santé de Kibirizi.
- Plusieurs mouvements pendulaires de populations dans la zone ont été notés.
- Des déplacements vers Birambizo, en provenance du groupement de Bukombo et des aires de santé de Birundure et Bulindi en groupement Kanyabayonga (Zone de santé de Kibirizi).
- Des incidents relatifs à l'explosion de REG aurait été signalé à Kibirizi.

Territoires de Lubero:

- Des nouveaux affrontements dans la zone de santé de Kayna entraînant le contrôle de la partie Ouest de la zone de santé par le AFC/M23 ont été signalés.

Territoires de Walikale:

- Poursuite des combats entre AFC/M23 et Wazalendo dans les localités de Buleusa (Zone de santé de Kibua), de Miriki (Zone de santé de Kayna), à la limite des territoires de Masisi et de Walikale et à Kibati sur l'axe Kibua - Nyabiondo.
- Des engins non explosés découverts à plusieurs endroits dans la cité de Walikale.

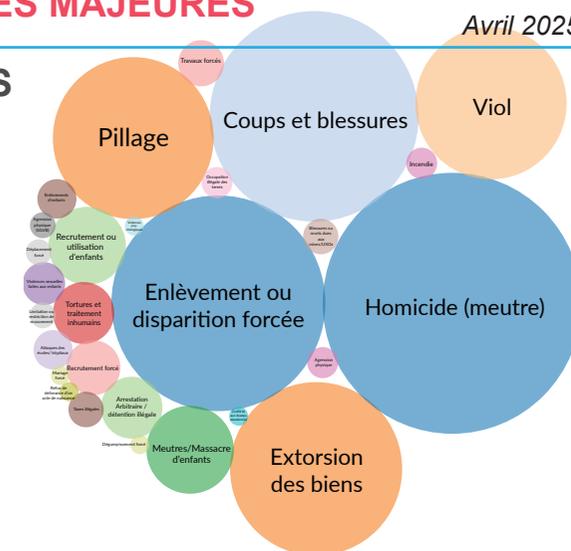
PRINCIPALES TENDANCES



455
Cas de violations et abus identifiés



835
Victimes identifiées



- **Incidents majeurs** : 455 cas de violations aux droits ont été identifiés, en particulier les homicides avec 25% des violations suivi des enlèvements ou disparitions forcées (22%), les extorsions de biens et pillages (18%), les coups et blessures (18%) et les viols (5%). Malgré la baisse des cas de violations et abus, la hiérarchie des principales violations demeure identique à celle du mois de mars 2025.
- **Localités affectées** : La couverture du monitoring de protection a atteint 23 zones de santé dans le Nord-Kivu au mois d'avril 2025. Le territoire de Nyiragongo est le plus affecté avec 33% des violations identifiées suivi du territoire de Beni avec 26% et du Rutshuru avec 15%. La tendance est à la baisse dans la quasi-totalité des territoires, à l'exception de Nyiragongo dont le nombre de violation a relativement augmenté de 22% par rapport au mois de mars 2022.
- **Victime identifiée** : Plus de 80% des victimes sont des hommes, en quasi-totalité dans la tranche d'âge de 18 à 59 ans. Les hommes en âge actif sont les plus mobiles, et dans ce contexte de violences généralisées sont plus exposés aux risques de protection tels que les homicides (meurtres), les disparitions forcées, les coups et blessure et les extorsions de biens. Ce constat corrobore la hiérarchie des principales violations décrite au premier point.
- **Population affectée** : Les populations retournées continuent d'être les principales victimes de ces violations. Au cours de la période, 144 violations ont affecté plus de 559 personnes soit 67% des victimes identifiées au mois d'avril. Cette tendance est la plus observée dans le territoire de Rutshuru dont 77% des victimes identifiées sont des retournés.
- **Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : Malgré la baisse des cas de VBG identifiées, 75% des allégations de violences sexuelles basées sur le genre sont des cas de viol. Une tendance similaire à celles des mois précédents de l'année 2025.
- **Atteintes aux droits à la vie** : 113 cas d'homicides/meurtres ont été identifiés, représentant 25% des violations identifiées et 56% des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, au mois d'avril. Le territoire de Nyiragongo demeure le plus affecté avec plus de 52% des cas d'homicides identifiés.

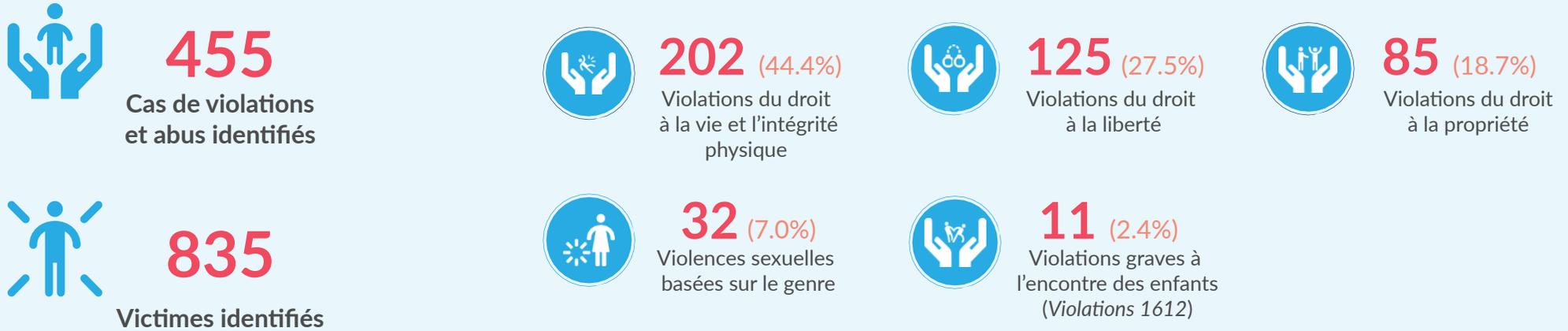


Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante:

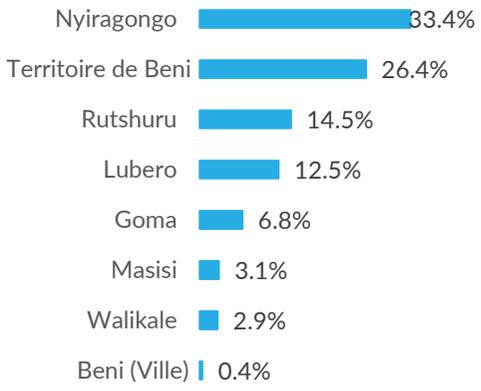


APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION: CHIFFRES CLÉS

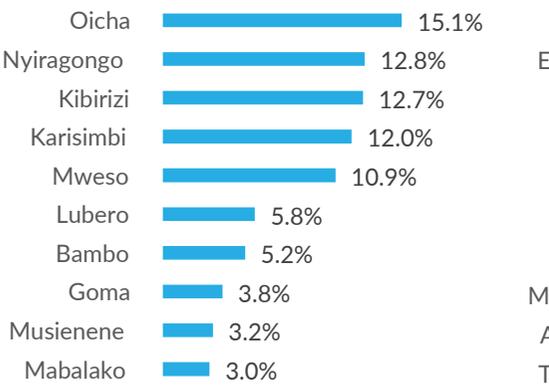
CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



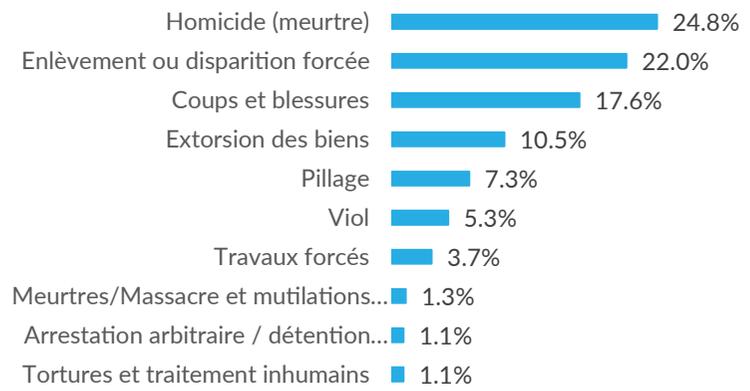
VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES



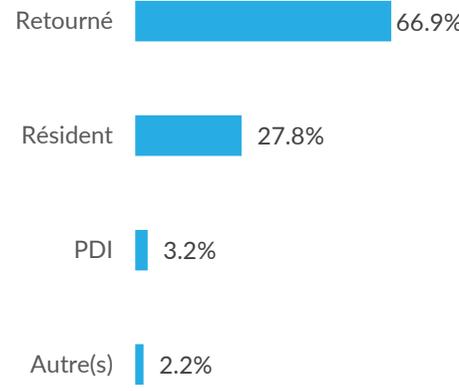
TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS



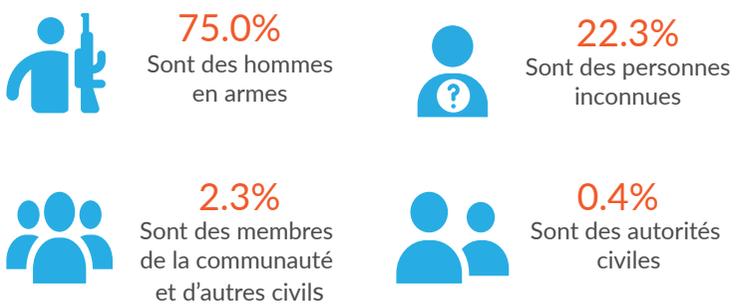
TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



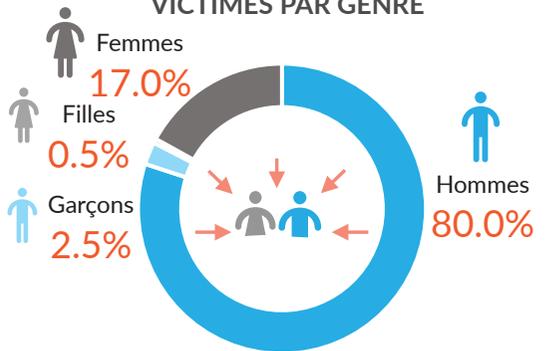
STATUTS DES VICTIMES



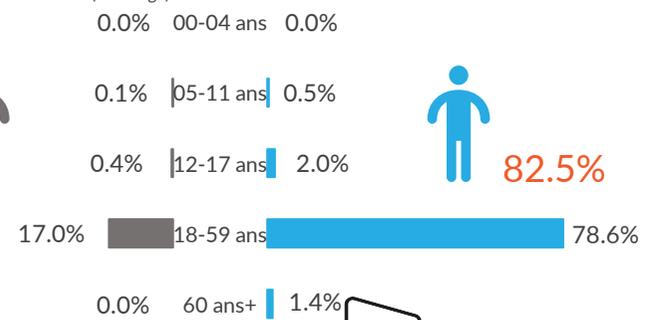
PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



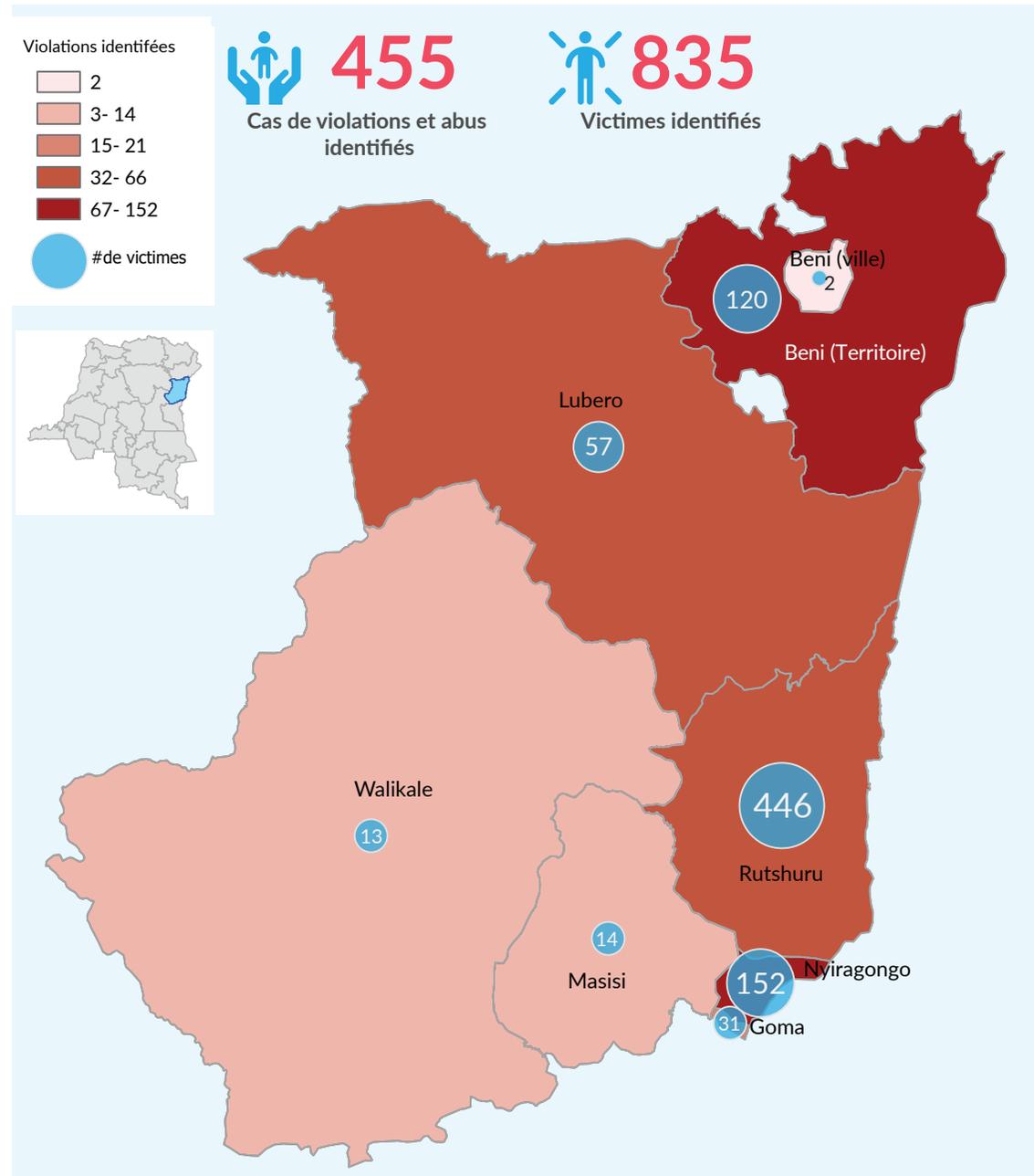
VICTIMES PAR GENRE



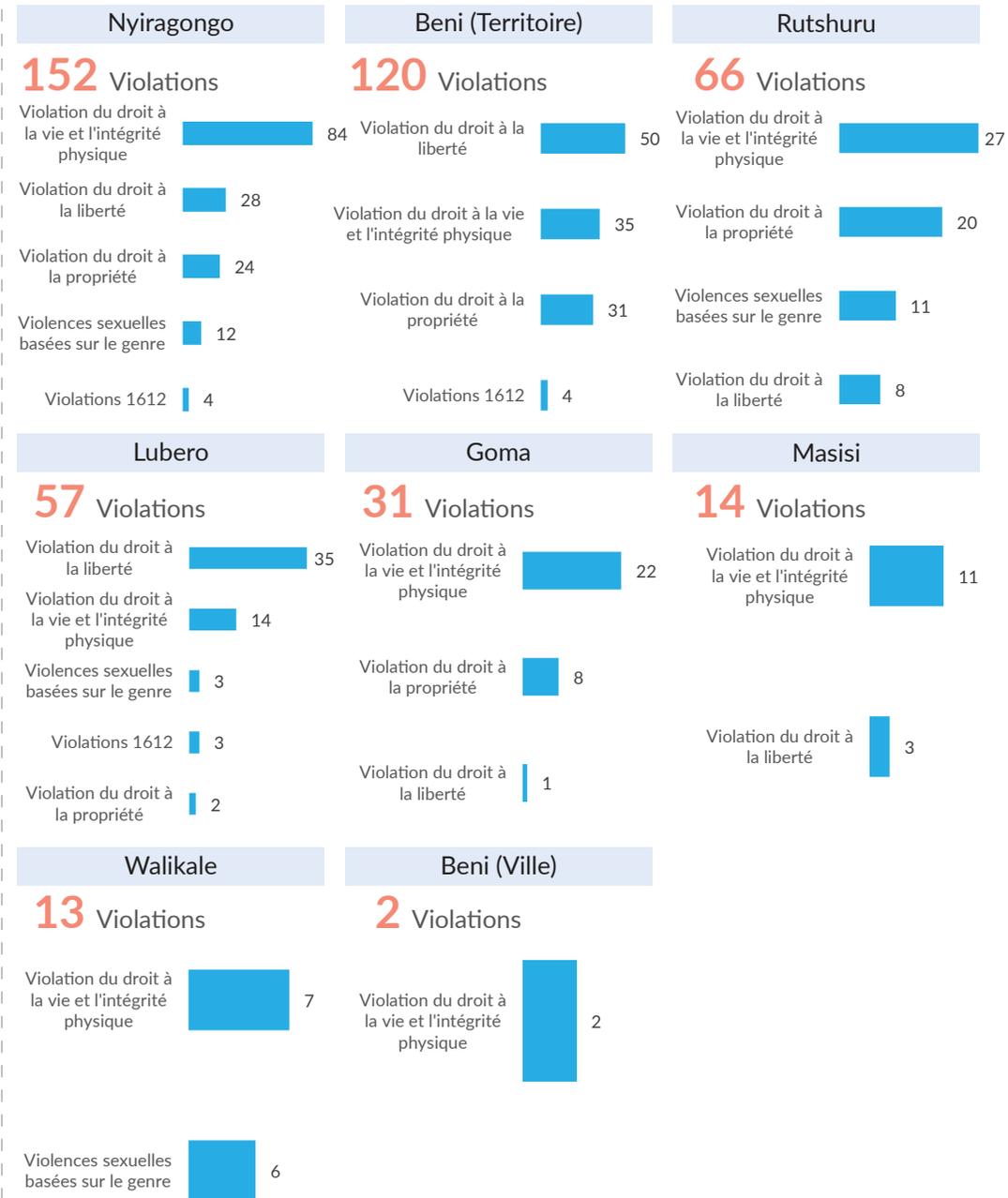
PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

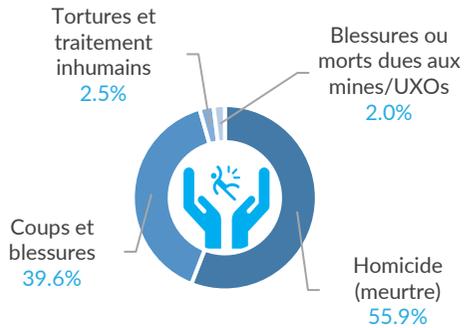


Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

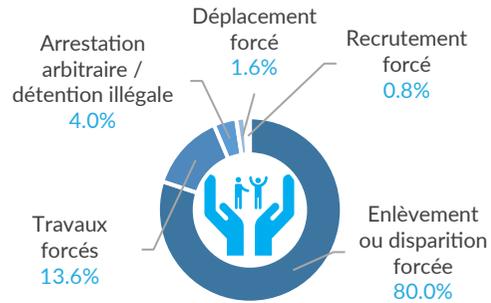
APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION: ANALYSE PAR CATÉGORIES ET RISQUES

ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATIONS

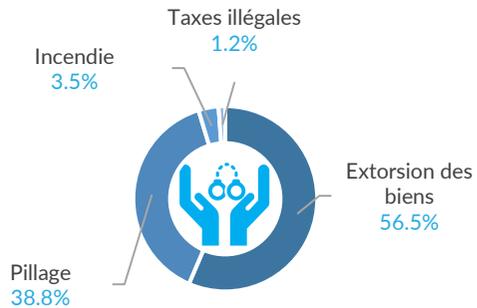
202
(44.4%)
Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



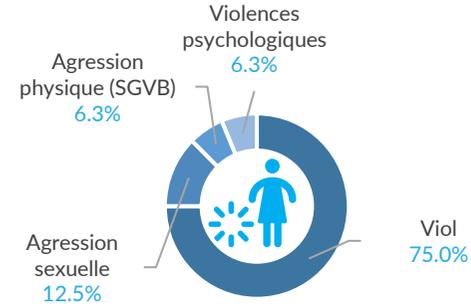
125
(27.5%)
Violation du droit à la liberté



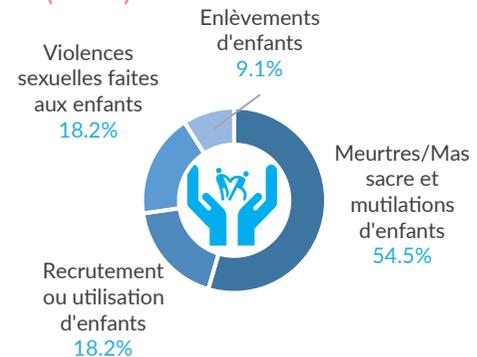
85
(18.7%)
Violation du droit à la propriété



32
(7.0%)
Violences sexuelles basées sur le genre



11
(2.4%)
Violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

La poursuite de la violence armée qui touche notamment les zones de contact entre l'AFC/M23 et les groupes armés/Wazalendo dans les Territoires de Nyiragongo, Masisi, Walikale et Lubero ainsi que l'activisme violent des ADF dans le Territoire de Beni, constituent les principales sources des déplacements forcés et de violations des droits. Dans les zones urbaines notamment à Goma et en périphérie, le banditisme armé constitue un facteur supplémentaire. Les opérations menées pour y mettre fin, ainsi que le démantèlement des sites qui se poursuit, sont aussi des facteurs de risques de protection pour les populations civiles. En outre, l'insécurité qui persiste, la présence des REG/EEI, les conflits LTP dans les zones de retour pourraient, faute de mesures d'atténuation, compromettre la durabilité des retours. Il est important d'organiser la réponse d'urgence et de mettre en place des activités de résilience et de cohésion sociales appropriées là où cela est possible pour réduire les risques de protection auxquelles les populations sont exposées. Une importance particulière devrait être accordée à « l'approche sensible aux conflits » et au principe « ne pas nuire » dans la mise en place de ces activités.

Violences sexuelles basées sur le genre



L'escalade de la violence armée continuant d'avoir un impact considérable sur la sécurité et le bien-être, notamment des femmes et des filles dans la province d Nord-Kivu. L'insécurité, les conditions de vie précaires marquées par la promiscuité dans les centres collectifs encore existant, dans les familles d'accueil et dans les zones de retour, constituent un terreau favorable à l'augmentation des risques de VBG. Le viol (75% des cas rapportés en avril) demeure le risque de VBG le plus élevé dans ce contexte. Une attention particulière devrait donc être accordée à la transversalité des thématiques « genre » et « VBG » dans toutes les activités à mettre en place, en particulier dans les zones de retour.

Protection de l'Enfant



Les meurtre/massacre et mutilation d'enfant, le recrutement et utilisation d'enfants constituent les risques les plus élevés, au regard des cas rapportés par le monitoring en avril 2025. Viennent ensuite les violences sexuelles faites aux enfants et les enlèvements d'enfants. En raison de la violence armée qui se poursuit, de l'affaiblissement du système éducatif, de l'absence des opportunités économiques et de la réduction de l'aide humanitaire, le recrutement et l'utilisation d'enfants.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents sont caractérisés par une utilisation intensive d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. Entre avril 2025, 2 alertes émis dans la ville Goma et ses alentours, et 7 cas d'accidents identifiés dont 5 touchaient des enfants. Plusieurs cas ayant entraîné des blessures parfois mortelles ont également été signalés à Kibirizi et dans la cité de Walikale. La présence des REG/EEI constitue un risque pour le droit à l'intégrité physique et une menace pour les activités de résilience comme la relance agricole.

Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété (19% des violations rapportées en avril) sont un facteur important de risques LTP au Nord-Kivu. Ces violations qui se traduisent parfois par la destruction de biens, les occupations secondaires demeurent élevées dans les zones de retour. En outre, l'affaiblissement des mécanismes de règlements habituels accentue les risques de conflits LTP. Cette situation qui peut nuire à la cohésion sociale et engendrer des conflits communautaires, pourrait être un obstacle aux activités de relance agricole.